

Note éditoriale

L'année 2019 a commencé sur des réflexions de la 15^e Assemblée générale du CODESRIA, tenue à Dakar en décembre 2018, réflexions explorées dans les numéros 1&2, 2019 du *Bulletin du CODESRIA*. Le présent numéro double du *Bulletin* est sur la lancée de ce dernier. Il fait suite aux débats de sessions plénières et parallèles de l'Assemblée générale qui, sous le thème « L'Afrique et la crise de la mondialisation », explorait les gains, pertes, opportunités et défis de la mondialisation pour le continent.

L'Assemblée générale a permis à la communauté africaine de recherche en sciences sociales d'indiquer les domaines qui, au cours de la décennie, requerront plus d'énergie intellectuelle, ne serait-ce que pour éviter les pièges du passé. Trois évolutions sont essentielles à cela et façonneront les engagements de la communauté. Premièrement, il y a l'apparent(e) désengagement/désintégration des institutions libérales ayant soutenu des causes progressistes dans les pays en développement, couplé(e) à une montée tout aussi virulente du nationalisme en Occident. La seconde est la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne qui a, à dessein ou par inadvertance, porté un coup au capitalisme occidental. La troisième est la démarche agressive de la Chine, qui sous le couvert de « civilisation confucéenne » éthique, tente d'éloigner l'Occident des pays en développement. Combinées, ces trois évolutions signalent qu'à l'avenir, l'Afrique abordera et s'engagera dans la mondialisation dans des termes et des contextes légèrement différents de ceux du passé, lorsque la « culture occidentale » et ses différentes facettes constituaient les principaux lieux et contenus de la mondialisation.

Les articles de ce numéro double du *Bulletin* témoignent de l'enthousiasme d'une nouvelle génération d'universitaires africains du continent à remettre en question la mondialisation et ses promesses. L'objectif est la mondialisation des initiatives de l'Ouest ou de l'Est sans ignorer l'importante question de ce que cela signifie pour le désir de développement de l'Afrique, et de ce qu'il faudra pour le réaliser. Les articles de Daniel Ngugi et Vusi Gumede répondent à ces préoccupations. De manière générale, l'article de Gumede aborde la conceptualisation du développement, et ce qui constituerait, sur le continent, des indicateurs appropriés de développement, tandis que Ngugi, fondant ses arguments sur une réinterprétation des données, nous alerte sur les effets corrosifs sur les industries manufacturières naissantes des accords commerciaux internationaux et régionaux au niveau national. Cela est important dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) qui est entrée en vigueur en mai 2019, et des tentatives subséquentes forces extérieures pour orienter la zone de commerce continental à leur avantage ou mettre en doute sa durabilité.

Implicitement, ces articles suggèrent l'importance du travail de la communauté africaine des sciences sociales pour donner profondeur intellectuelle et orientation politique à la ZLECA. Demba Moussa Démbélé, par exemple, discute de la lutte pour l'autonomie monétaire au sein des pays de la zone monétaire du franc CFA, et suggère de meilleures approches dans les tentatives d'établissement de la souveraineté de la ZLECA.